

tres, en commençant par ces valeurs qui fondent notre identité commune : la liberté, la démocratie, la soif de justice sociale. Elles avancent, elles reculent : on compte leurs victoires, on compte leurs défaites. Mais au total, on avance et le témoignage de ceux qui souffrent, de ceux qui supportent le poids de l'injustice est plus fort encore que le témoignage des vainqueurs.

Elle peut aujourd'hui, dans et pour la paix, contribuer à ce que j'appellerai, sans craindre d'employer de grands mots parce que quelquefois les grands mots sont utiles pour nommer les grandes choses, le développement de l'humanité.

Nous savons de quoi nous parlons. Ferons-nous la somme des déceptions, saurons-nous résumer en peu de mots l'histoire décadente du monde des hommes ? Mais tant que restera dans l'esprit de quelques-uns - et, je l'espère, du plus grand nombre - cette espérance d'une société où ces valeurs-là, en fin de compte, l'emporteront, tant que cela sera imaginable, je me sentirai fort bien et très heureux parmi des universitaires, parmi des philosophes, parmi des femmes et des hommes d'étude et de réflexion sans lesquels rien ne serait possible.

PARIS, 8 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à "R.T.L." - extraits -

Rwanda - situation humanitaire - réfugiés - action de la France

Q - Avant de parler du sommet du G7 à Naples, il faut parler du Rwanda, une catastrophe humanitaire colossale se prépare a dit hier le responsable de la cellule humanitaire de l'opération Turquoise, 850 000 réfugiés, comment est-ce que la France seule peut faire face à ça ?

R - Seule, elle ne le peut pas, nous avons fait un effort considérable pour acheminer les tonnes de vivres chaque jour, mais comme vous le disiez à l'instant, dans la zone où nous sommes, nous estimons à près de 900 000 le nombre des réfugiés. Il y en a ailleurs, dans le pays ou à l'extérieur du pays. Il faut savoir qu'avant ces événements, on estimait la population du Rwanda à 6 millions et demi d'habitants.

Q - La moitié est morte à peu près ?

R - Non, n'allons pas jusque-là, le nombre de victimes est estimé entre 500 et 600 000-700 000 réfugiés dans les pays voisins ; il n'y a plus que 5 millions d'habitants au Rwanda, dont une grande partie dans la zone humanitaire sûre.

C'est la raison pour laquelle, tout à l'heure, à 11 heures, je vais réunir au Quai d'Orsay, les responsables des organisations humanitaires pour qu'elles prennent la relève et nous aident dans notre travail.

Liaison entre les organisations humanitaires et les troupes françaises - cessez-le-feu - processus de réconciliation

Q - Justement, ces organisations humanitaires, est-ce qu'elles s'inquiètent des opérations militaires ou est-ce qu'elles peuvent être mobilisées uniquement pour les opérations humanitaires, est-ce que vous allez arriver à le faire vite, est-ce qu'il faut qu'elles viennent vite ?

R - Certaines sont déjà sur le terrain. Nous allons essayer de les mobiliser toutes. Vous parlez des opérations militaires, aujourd'hui les choses se sont stabilisées et il n'est pas exclu que grâce aux contacts qui ont été pris entre le commandement Turquoise, le commandement de la force des Nations unies et puis le commandement du FPR, les Hutus modérés, on aille vers un cessez-le-feu qui est la condition de l'action humanitaire et évidemment, puisque c'est l'objectif de la France depuis le départ une solution politique, c'est-à-dire le retour à ce qu'on a appelé le processus d'Arusha dans ce pays on ne pourra trouver la stabilité que s'il y a réconciliation et partage du pouvoir et là il y a des signes encourageants.

Au total, si nous parvenons à mobiliser les organisations humanitaires, à organiser la relève par les forces des Nations unies et à accompagner ce processus de paix, je crois que l'intervention de la France aura été un succès, en tout cas je crois que notre pays peut être fier de ce qu'il a fait.

Réunion du G7 à Naples - intérêt d'un tel sommet

Q - Vous allez en parler à Naples, puisque l'Italie notamment est à peu près seule dans les pays occidentaux à avoir proposé son aide ?

R - Proposé oui.

Q - Proposé seulement, les soldats ne sont pas arrivés, vous allez parler de cela au G7 ?

R - Nous avons de nombreux contingents africains qui arrivent sur le terrain. Au G7 on va parler de beaucoup de choses, je voudrais simplement dire qu'il ne faut pas faire de ce sommet une sorte d'événement stratosphérique qui va changer la face du monde.

Q - Oh, ce n'était pas du tout mon intention parce que... au contraire... ?

R - Je ne dis pas ça de vous, mais parfois dans les commentaires, sous prétexte qu'il y aura Clinton - Eltsine et quelques autres, on a tendance à considérer que la face du monde va en être changée.

Non, cela sera plus modeste j'imagine.

Q - Au contraire, j'allais vous poser la question, est-ce que ces sommets où il y a justement tout le monde, est-ce que cela peut être autre chose que des espèces de rites dans la diplomatie internationale ?

Tchernobyl

R - C'est un peu un rite, j'espère que cela sera autre chose sur un certain nombre de sujets, j'en prends un ou deux un peu au hasard - Tchernobyl par exemple - il faut là vraiment que la volonté de fermer Tchernobyl

se concrétise par des engagements financiers, l'Europe en a pris, il faut que le Japon, les États-Unis, en prennent aussi.

Deuxième exemple, la Bosnie, on en parlera peut-être tout à l'heure, il faut que les chefs d'État et de gouvernement donnent une impulsion très forte au plan de paix qui pourrait, je l'espère, peut-être réussir.

Problème des changes - évolution du dollar

Q - Alors, pourquoi est-ce qu'Edouard Balladur ne va pas au Sommet, est-ce que ça ne montre pas qu'il ne va pas s'y passer quelque chose d'important ?

R - Edouard Balladur a défini la position du gouvernement sur tous les sujets qui sont inscrits à l'ordre du jour et le ministre des finances et moi-même puisque c'est ainsi que c'est organisé, seront présents avec le chef de l'État, pour défendre la position de la France. J'entendais tout à l'heure Jean-Yves Hollinger faire une excellente analyse de la situation des marchés des changes et de l'évolution du dollar, je n'ai pas grand chose à redire à ce qu'il a dit...

Q - Il vous écoute, il est ravi oui...

R - Non, mais ce n'est pas pour lui faire un compliment, c'est parce que je pense effectivement que ces variations aberrantes des monnaies ont des conséquences commerciales et économiques très graves et la France ne cesse de dire, depuis des années et des années, qu'il faut revenir sinon au système de Bretton Woods, du moins à un système plus ordonné, alors j'espère que le G7 le dira aussi.

Q - Ceci est un bon exemple, vous avez parlé du dollar, mais les directeurs des banques centrales ne sont pas là, alors quelle influence peut avoir le G7 là-dessus ?

R - Il y aura les ministres des finances et je pense que le G7 exhortera les gouverneurs des banques centrales et les ministres des finances à se rencontrer pour parler du problème.

Participation de la Russie au sommet du G7 de Naples

Q - Alors le G7 devient le G8 le lendemain, c'est-à-dire que la Russie pour la première fois a fait son apparition dans les problèmes politiques est-ce que c'est un tournant dans les relations internationales ?

R - Ma mémoire est un peu infidèle, ce matin je ne suis pas sûr que ce soit la première fois.

Q - Non, ce n'est pas la première fois qu'elle est là, c'est la première fois qu'on parle des problèmes politiques et non pas seulement de l'aide à la Russie.

R - Le G7 à l'origine, c'est une instance de caractère économique, ce sont les pays les plus industrialisés du monde. Petit à petit on a vu se transformer ce G7 en une sorte de directoire politique où l'on parle des grands problèmes du monde et à ce titre, je trouve qu'il est normal que la Russie qui demeure malgré ses difficultés une très grande puissance soit présente autour de la table.

Bosnie - propositions du groupe de contact - partages territoriaux - actions et pressions nécessaires pour la réussite du retour à la paix

Q - Alors la Bosnie. Il est nécessaire qu'elle soit présente, je suppose, y compris et surtout pour la Bosnie, donc un plan de paix avec 49 % du territoire pour les Serbes, 51 pour la fédération croato-musulmane, est-ce que vous pensez que cette fois-ci ça peut marcher, il y a encore des obstacles à Genève je pense ?

R - Je l'espère et je voudrais surtout souligner l'importance de ce qui s'est passé à Genève avant-hier, le 5 juillet, parce que tous les projecteurs sont braqués sur le Rwanda à juste titre, il faut quand même avoir en tête que le risque de démarrage des hostilités en Bosnie est grand. Eh bien c'est la première fois que les Américains, les Russes et les Européens se mettent d'accord pour dire d'abord : la Bosnie-Herzégovine doit rester un état dans ses frontières internationalement reconnues pour proposer une carte et pour proposer un arrangement constitutionnel avec un jeu, comme ont dit dans le langage diplomatique, de carotte et de bâton.

Q - Il ne manque plus que l'accord sur le perron ?

R - Oui, mais c'est un élément extrêmement important parce que vous savez très bien que l'une des raisons pour lesquelles on n'a pas abouti, c'est que les Russes tenaient un certain langage, et que les Américains en tenaient un autre, maintenant on tient le même langage.

Et vous avez observé que la réaction des deux parties, d'un côté les croato-musulmans de l'autre côté les serbes n'a pas été négative, il faut maintenant utiliser toute notre force de pression politique pour convaincre les parties qu'il faut arrêter la guerre sur ces bases là.

Q - Vous y croyez cette fois ?

R - J'y crois, vous savez, ça fait un an que je me bats pour obtenir d'abord cette concertation entre les grandes puissances. Elle a réussi, donc c'est une étape décisive, donc maintenant il faut se battre diplomatiquement naturellement pour que les parties entrent dans le processus de discussions. Nous leur avons donné 15 jours, eh bien rendez vous à Genève dans 15 jours !

Proche-Orient - futur Etat palestinien - intégrisme

Q - Alors, autre terrain où la paix maintenant s'est rétablie, c'est donc Israël - Palestine. Arafat, et Peres étaient à Paris ?

R - Et Rabin aussi...

Q - Et Rabin aussi cette semaine ; est-ce que vous pensez qu'en ces temps d'intégrisme, dans le monde arabe, est-ce que vous pensez qu'il est bon que les Palestiniens disposent d'un état et d'un état laïc ?

R - Oui, bien entendu et d'un état démocratique. Dans les accords de paix il est prévu, vous le savez, l'organisation d'élections législatives dans un délai qui est précis après l'évacuation des territoires occupés par les troupes israéliennes. J'en ai parlé avec Arafat que j'ai reçu avant hier au Quai d'Orsay, j'en ai parlé aussi par Monsieur Rabin et Monsieur Peres ; il faut que ce processus démocratique puisse se mettre en place pour

associer toutes les forces politiques palestiniennes à ce qui est en train de se passer et qui est extraordinaire, voilà enfin un exemple de crise qui est en train de se résoudre.

Je voudrais insister sur un fait c'est que l'aide internationale qui a été promise doit arriver parce que vous savez les palestiniens sur le terrain...

Q - Il y en a partout oui...

Assistance économique aux Territoires

R - Je suis allé à Gaza il y a 3 mois, dans la bande de Gaza dans un camp de réfugiés, les grandes considérations diplomatiques, ce n'est pas leur affaire. Leur affaire c'est la modification des conditions de vie, est-ce que les écoles fonctionnent, est-ce que les hôpitaux fonctionnent, est-ce que la sécurité est assurée dans la rue et pour ça il faut de l'argent.

PARIS, 8 JUILLET 1994

Point de presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à l'issue de sa rencontre avec les organisations humanitaires

Rwanda - dialogue politique - cessez-le-feu - Accords d'Arusha - relais avec la MINUAR II

Nous avons pris l'initiative ce matin d'inviter ici au Quai d'Orsay les responsables des ONG françaises ou internationales pour les sensibiliser à la situation au Rwanda.

On peut considérer qu'actuellement, au Rwanda, certaines évolutions sont favorables. Evolution d'abord vers la conclusion d'un cessez-le-feu qui est en perspective pour les jours à venir, si l'on en croit les contacts qui ont lieu actuellement entre le commandement de la force des Nations unies, le FPR et les FAR.

Deuxième évolution positive, celle qui va conduire, je l'espère, à ouvrir le dialogue politique entre les modérés des différents camps de façon à renouer avec ce que j'appellerai le processus d'Arusha, c'est-à-dire la réconciliation nationale et le partage du pouvoir. Et là encore, vous le savez, le FPR s'est déclaré prêt à le faire, une personnalité indépendante hutue modérée a été pressentie pour prendre la tête d'un gouvernement de transition, voilà qui va aussi dans le bon sens, dans le sens en tout cas souhaité par la France.

Troisième évolution favorable, l'organisation de la relève sur le terrain par les Nations unies. Les informations qui me viennent aujourd'hui de New York me donnent à penser que dans le courant de juillet, fin juillet ou début août, les premiers contingents internationaux de la MINUAR numéro 2 vont pouvoir se déployer sur le terrain et donc organiser la relève que nous souhaitons.

Voilà ce qui va dans le bon sens. En revanche, ce qui ne va pas dans le bon sens, c'est la situation humanitaire catastrophique dans l'ensemble du pays et plus particulièrement dans toute la zone ouest.

Situation humanitaire - estimation chiffrée - rôle des organisations humanitaires - action de la France

On peut évaluer la population du Rwanda, avant les événements d'avril, à un peu plus de 6 millions d'habitants. Combien ont péri ? Très difficile de le dire, entre 500 et 600 mille, pratiquement un million de réfugiés à l'extérieur du territoire rwandais, il reste donc aujourd'hui à peu près cinq millions d'habitants au Rwanda, un et demi dans la zone est qui est la plus vaste, et trois et demi qui s'entassent dans la zone ouest. Il y a là aujourd'hui, je le répète, une situation humanitaire catastrophique. La France a fait tout ce qu'elle a pu par ses ponts aériens, par une aide directe ou indirecte aux Organisations internationales, par de l'argent, par des matériels ; il faut faire plus. C'est un véritable cri d'alarme que j'ai voulu pousser ce matin. Il faut pratiquement 500 tonnes d'aide alimentaire chaque jour si on veut faire face à la situation des camps de réfugiés. C'est le langage que nous avons tenu à nos interlocuteurs ce matin. Je dois dire qu'au-delà des divergences d'appréciations sur le contexte politique général et sur les principes de l'opération Turquoise, nous avons enregistré des réponses très positives, une grande disponibilité de ces organisations qui reconnaissent qu'il y a là une priorité absolue. Nous les avons orienté vers notre cellule humanitaire qui est sur place à Goma et à Bukavu et qui assurera la coordination, et Mme Michaux-Chevry animera dès lundi une réunion plus technique pour examiner avec chacune de ces organisations ce qui peut être fait en terme d'ouverture du pont aérien, de fournitures de véhicules ou de mobilisation des financements internationaux puisque des programmes existent, dans les agences des Nations unies, le programme alimentaire mondial en particulier, ou dans les procédures communautaires, je pense tout particulièrement à ECHO.

Voilà ce que je voulais vous dire sur cette réunion qui vient de se tenir donc ce matin au ministère des Affaires étrangères.

Q - (Sur l'opportunité de créer un pont humanitaire).

R - Mais le pont humanitaire existe ! Il faut l'intensifier. Il n'appartient pas au gouvernement français de chapeauter les organisations humanitaires, nous avons voulu les sensibiliser et leur demander de se mobiliser en leur disant que notre dispositif était à leur disposition bien entendu. Je pense que ceci pourra aller vite. Il y a d'ailleurs des évolutions positives aussi sur ce plan-là puisque vous le savez, l'aéroport de Kigali maintenant fonctionne à nouveau et que le FPR vient de donner son accord pour que nous puissions, pour l'aide humanitaire nationale, française alors cette fois-ci, à nouveau intervenir à Kigali. Donc, je crois que tout le monde est bien conscient aujourd'hui de la situation catastrophique sur le terrain. Il y a des risques d'épidémies, il faut dégager des vaccinations, il faut épurer l'eau dans les camps de réfugiés si on ne veut pas que le désastre se produise. Aujourd'hui, nous avons sécurisé la zone, et c'était notre objectif, cet objectif est atteint ; il faut maintenant une mobilisation internationale face à ce qui est sans doute l'un des plus grands désastres humanitaires qui menace, depuis bien longtemps.